

Les dessous du textile

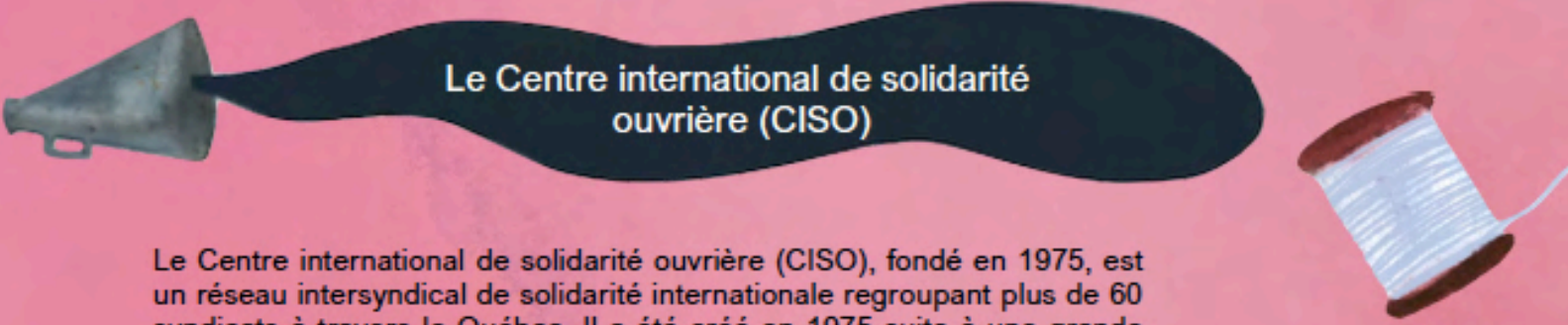
Le vrai prix de nos jeans

Chloroula

CiS



centre international
de solidarité ouvrière



Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), fondé en 1975, est un réseau intersyndical de solidarité internationale regroupant plus de 60 syndicats à travers le Québec. Il a été créé en 1975 suite à une grande Conférence internationale de solidarité ouvrière.

Mission et actions

La mission du CISO est de développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et travailleurs d'ici et d'ailleurs en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et plus démocratique.

Ses activités visent la promotion et la défense des droits des travailleuses et travailleurs, dont notamment le droit du travail, la garantie des droits du travail, le développement et la défense des protections sociales, la promotion du dialogue social et le salaire décent.

Le CISO œuvre à développer la solidarité internationale au sein du mouvement syndical et populaire québécois, contribue à la diffusion d'une information alternative sur les questions internationales et appuie des projets concrets de coopération et de solidarité avec des partenaires au Québec et à l'international.

La bande-dessinée « Les dessous du textile »

Cette bande dessinée vise à susciter la discussion sur le modèle de production et de surconsommation à la base de l'industrie du vêtement et de la mode, dans une économie mondialisée. Elle évoque la situation au Québec, au Mexique et au Bangladesh, au fil des différentes délocalisations de cette industrie, mettant en compétition les travailleuses et travailleurs.

Alors que les firmes transnationales de la « *fast fashion* » réalisent des profits faramineux et saccagent l'environnement, les travailleuses du textile sont maintenues dans des conditions à la limite de la misère, bien loin d'avoir un salaire et des conditions de travail dignes. Pourtant, elles se mobilisent et luttent avec courage pour défendre leurs droits, malgré la peur et les risques.

Et nous, comment pouvons-nous faire écho à leur voix et forcer les grandes compagnies à rendre des comptes lorsqu'elles commettent des injustices, violent les droits humains ou détruisent l'environnement ? Est-il possible, collectivement, de limiter l'impact environnemental et humain de cette industrie dans le monde ?

Le public-cible

La bande-dessinée s'adresse à un public adolescent et adulte. Son contenu est pertinent pour toute personne souhaitant réfléchir à la mondialisation de l'économie et ses conséquences, aux conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, à l'impact humain et environnemental de la course vers le profit et la croissance « infinie. »

130 milliards de vêtements sont consommés par an.
Leur production a doublé entre 2000 et 2014



L'industrie déploie tous les moyens pour nous inciter à renouveler notre garde-robe.
Pourtant, nous avons déjà produit assez de vêtements pour habiller l'humanité jusqu'en 2100.

Et derrière cette industrie se cache une sombre réalité...



95 % des vêtements vendus au Canada sont importés



Mais ça n'a pas toujours été le cas...

L'HISTOIRE de GISELE à VALLEYFIELD

En 1946, j'étais ouvrière à la Dominion Textile.
Nous étions plus de 3000 employé.e.s à Valleyfield.



Surtout des femmes et pas mal d'enfants aussi.

Nos conditions de travail étaient horribles.
Tu ne gagnais pas assez pour vivre.



C'était la compagnie qui faisait beaucoup
d'argent... sur notre dos!

Nous avons décidé d'organiser un syndicat pour réclamer

une augmentation
de 15 cents l'heure



une semaine de travail
de 40 heures



le paiement du
temps supplémentaire

le droit pour les
femmes mariées
de garder leur emploi et
des congés de maternité



Les patrons ne voulaient rien savoir. Nous avons été obligées de nous mettre en grève. Le gouvernement a décrété que la grève était illégale mais nous n'allions pas nous laisser faire.

Ce sont les femmes qui ont mené la grève.
Si nous n'avions pas été aussi mobilisées
et créatives, on n'aurait pas réussi à gagner.



Nous sommes devenues parmi les premières
femmes syndiquées au Québec !

Mais comme nous avons obtenu de meilleures
conditions, la Dominion a fini par fermer ses
usines pour les déménager à l'extérieur du Québec.



Maintenant, on dit que les compagnies se sont
« délocalisées », que c'est la « mondialisation »
et on essaie de nous faire croire que c'est bon
pour l'économie. Mais...

LE MARCHÉ DU TRAVAIL MONDIALISÉ

Avec la mondialisation néolibérale, les économies des différents pays deviennent interdépendantes et les marchandises, les capitaux, les services, les informations et les personnes s'échangent de plus en plus librement à travers le monde. Les lois et les politiques nationales et internationales, les ententes commerciales, les traités de libre-échange, les privatisations font en sorte que la planète tout entière tend à devenir un seul grand marché, un espace où les compagnies peuvent extraire des ressources, produire et vendre avec de moins en moins de contraintes.



La croissance économique infinie est considérée comme le but, le progrès ultime, même au prix de la protection de l'environnement ou des droits des gens moins nantis.

Actrices et bénéficiaires-clés de la mondialisation, les compagnies transnationales peuvent déplacer leurs opérations et leurs capitaux à leur gré.

À l'exemple de la Dominion Textile, elles profitent des situations d'inégalité à travers le monde pour délocaliser leur production là où les droits des travailleuses et des travailleurs sont moins protégés, où les salaires sont plus bas, où les lois environnementales sont moins restrictives : bref là où elles pourront maximiser leurs profits.



L'HISTOIRE de LUISA au MEXIQUE

Je m'appelle Luisa.
Je travaille dans une usine
de jeans à Tehuacán, dans
l'État de Puebla.

J'ai quitté mon village
à 16 ans pour venir
travailler ici et aider
ma famille.



Je coupe les fils des coutures
sur les jeans, toute la journée.
Je travaille de 10 à 12 heures
par jour, 6 jours sur 7.



On travaille sous pression, en fonction des
commandes des grandes marques.

Dans l'usine, il y a beaucoup de jeunes femmes, des enfants. Les contremaîtres abusent de nous, nous menacent si nous ne travaillons pas assez vite, nous frappent parfois. Il y en a même un qui m'a fait des avances en disant que si je le laissais faire, j'aurais un meilleur salaire et de meilleures conditions...



Quand j'étais enceinte de mon
fils, il s'est mis à me demander
de travailler de plus longues
heures debout et m'a interdit
d'aller aux toilettes...
pour que je démissionne sans
avoir droit aux indemnités.

J'ai tenu le coup car
je n'avais pas le choix.

Avec mon salaire de moins de 10\$ par jour, nous
arrivons à peine à survivre.
Avec d'autres femmes, nous avons bien essayé de
former un syndicat pour réclamer de meilleures
conditions mais nos camarades ont eu trop peur
que l'usine ferme ou déménage.



VAQUEROS NAVARRA

Une des usines de Vaqueros Navarra, à Tehuacán (État de Puebla), fabriquait des jeans pour plusieurs grandes marques internationales.



Comme souvent au Mexique, on y trouvait un pseudo-syndicat corrompu, lié aux intérêts de l'employeur.



Les conditions de travail violaient plusieurs lois :

durée excessive des quarts de travail

travail des enfants

irrégularités salariales

violences et harcèlement sexuel

absence de protection ou congédiements en cas d'accidents de travail etc.

sans que le syndicat corrompu n'intervienne.

Des ouvrières ont commencé à s'organiser pour joindre un syndicat indépendant qui prendrait réellement leur défense, le Front authentique du travail (FAT).



À l'été 2007, la compagnie congédiait 45 des leaders, en menaçant les autres de représailles si elles persistaient dans leur lutte.

En novembre 2007, malgré ces menaces, la majorité votait quand même pour le FAT et pour se débarrasser du pseudo-syndicat patronal.



V O T A

Plutôt que d'accepter un syndicat indépendant, l'usine a préféré fermer ses portes début 2008 et déménager sa production.



Des centaines de personnes ont perdu leur emploi et les principales organisatrices du mouvement se sont retrouvées sur une liste noire.

L'HISTOIRE de SADIYA au BANGLADESH



J'avais très peur de tomber malade, mais j'ai dû aller travailler quand même.



Un jour, le patron a annoncé que certains de ses clients des grandes marques avaient retardé, suspendu ou annulé leurs commandes, même quand elles étaient déjà produites.



J'ai été congédiée, comme plus d'un million d'autres ouvrières du vêtement, sans qu'on me paie mon salaire du dernier mois ni mon indemnité de départ.

Plus d'argent, plus de travail. En pleine pandémie.

Nous avons manifesté. Nous voulions être payées pour travailler, pour survivre. Pourtant, la police nous a reçues avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes!



LE RANA PLAZA

En 2013, l'écroulement du Rana Plaza causait la mort de 1135 ouvrières bangladaises du textile.



Face à l'indignation internationale et à des pressions populaires dans plusieurs pays, l'Accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments était signé.



Cet Accord imposait aux grandes marques de partager l'information sur les conditions de sécurité dans les usines de leurs fournisseurs et de remédier aux risques, sous peine de sanctions juridiques dans leur pays d'origine.

ACCORD
SÉCURITÉ
/ INCENDIE
/ BÂTIMENT
SIGNÉ PAR :

des syndicats bangladais.

des fédérations syndicales
internationales

des organisations de
défense de droits

l'Organisation internationale
du travail

le gouvernement

222 marques internationales

Il créait des comités santé et sécurité sur les lieux de travail, espaces d'implication des travailleuses pour défendre leurs droits auprès de leur employeur bangladais, et auprès des marques internationales du vêtement qui devaient payer pour rendre les lieux de production sécuritaires.



Grâce à la solidarité internationale, l'Accord a permis près de 40 000 inspections dans les usines et la résolution de 1475 plaintes liées à la sécurité des bâtiments.

Parcours possible d'un JEAN

1 CULTURE DU COTON



Inde, Chine,
Ouzbékistan,
États-Unis,
Pakistan,
Brésil, Mali...

2 FILAGE ET TISSAGE



Inde, Chine,
États-Unis,
Russie,
Japon ...

3 TEINTURE



Chine, Mexique,
États-Unis...



4 CONFECTION



Ukraine, Éthiopie,
Sri Lanka, Vietnam,
Chine, Indonésie,
Philippines,
Bangladesh
Mexique...

5 DISTRIBUTION

Partout dans le monde mais les
plus gros marchés se trouvent en
Europe et Amérique du Nord.



Un jean peut avoir fait 1,5 fois le tour de la planète avant d'arriver au magasin !

LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

L'industrie textile est la deuxième industrie la plus polluante de la planète après le pétrole.



Elle est responsable de 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (plus que l'aviation et le transport maritime réunis).

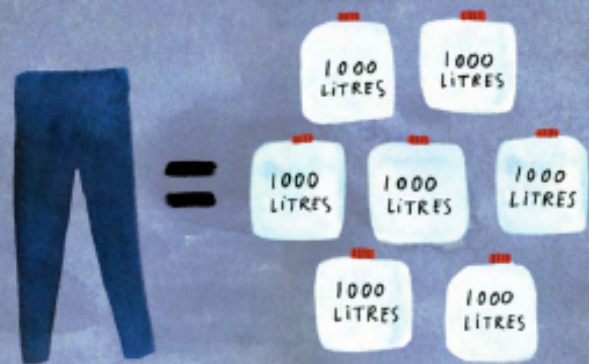


C'est le troisième secteur qui consomme le plus d'eau après la culture du blé et du riz.



La production de textile utilise 4% de l'eau potable disponible dans le monde.

Pour fabriquer un jean, on a besoin d'environ 7000 L d'eau.



(soit la quantité d'eau nécessaire à la survie d'une personne pendant 7 ans)

17 à 20% de la pollution des cours d'eau douce est causée par les teintures textiles. Des substances cancérigènes et des perturbateurs endocriniens sont rejetés dans l'eau et dans l'air.





Les tissus synthétiques comme l'acrylique, le nylon et le polyester sont fabriqués à partir de combustibles fossiles, notamment de pétrole.

Nos machines à laver rejettent 50 000 tonnes de micro plastique dans les océans chaque année, soit +/- 50 milliards de bouteilles d'eau en plastique.



Le lavage des vêtements serait responsable du tiers des microplastiques rejetés dans les océans.

Le coton est considéré comme la culture la plus sale du monde. Non seulement c'est une culture extrêmement demandante en eau, c'est aussi celle qui utilise le plus de pesticides. Ces produits toxiques contaminent les cours d'eau à proximité et mettent la santé des travailleurs en péril.



Certains producteurs ont recours au travail forcé et à l'exploitation des enfants. Une des conséquences de l'agriculture intensive du coton est la perte de biodiversité et la dégradation des sols.

L'équivalent d'une benne de vêtements est jetée chaque seconde dans le monde. 80% des vêtements dont on se débarrasse aboutissent dans les décharges ou sont incinérés, libérant des polluants nocifs dans l'air et prenant plus de deux cents ans pour se décomposer.



De nombreux pays, dont le Canada exportent leurs textiles outre-mer où ils finissent dans des cimetières à vêtements dans différents pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

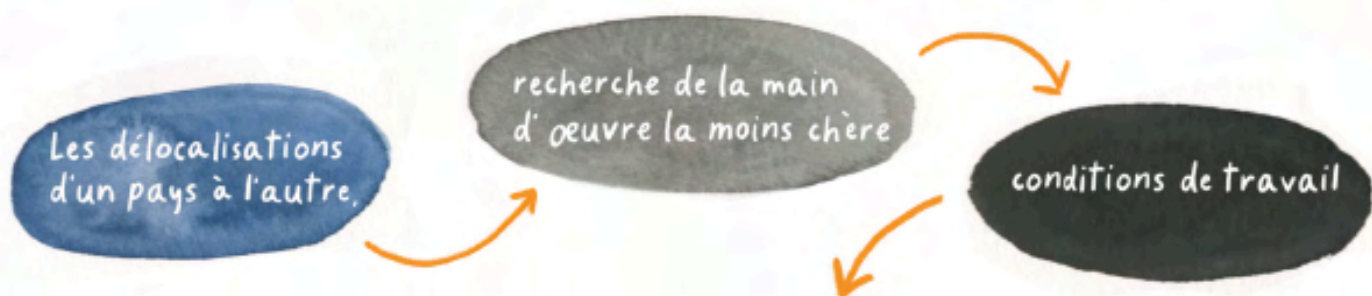
Au moins 60 millions de personnes à travers le monde, dont une très grande majorité de femmes, travaillent directement pour l'industrie de la mode et du textile.



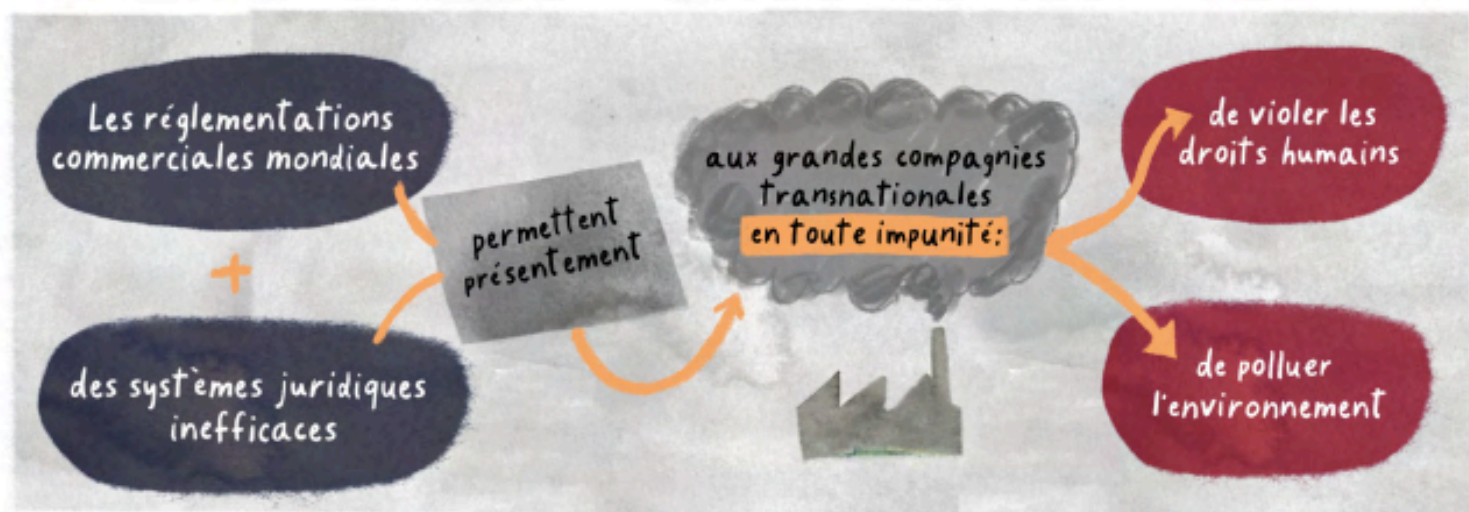
En plus d'être un désastre pour la planète,

cette industrie est fortement liée à l'esclavage moderne :

les plus pauvres de la planète et leur main-d'œuvre bon marché sont exploités pour fabriquer des vêtements à la mode tandis que les compagnies réalisent des profits faramineux.



montrent à quel point les droits des travailleurs-euses sont interdépendants dans une économie mondialisée, qui exploite les peuples et la nature.



Face à cette réalité, il est urgent de revoir nos modes de consommation, d'exiger la transparence quant aux lieux et aux conditions de production de nos vêtements et de lutter pour que les transnationales répondent de leurs actions en assurant la justice pour tous et toutes!



APPEL à L'ACTION



1. Exiger la transparence et la vigilance, une répartition juste des profits et le respect des droits humains et de l'environnement dans l'ensemble des chaînes d'approvisionnement mondiales :

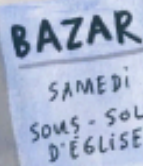


en faisant pression sur les compagnies de vêtements pour qu'elles respectent les droits des travailleuses.



en appuyant l'adoption par le Canada d'une loi rendant les compagnies transnationales imputables en cas de violations des droits humains ou de destruction environnementale.

2. Consommer moins de vêtements, remettre en question les achats impulsifs, consommer usagé, échanger ses vêtements, acheter local...



3. Appuyer les actions de solidarité internationale et les mouvements d'organisation collective, puisque nos destins sont liés. Une violation des droits d'un travailleur ou une travailleuse affaiblit le respect des droits pour toutes et tous, car nous sommes tous interdépendant.e.s dans une économie mondialisée.





La bédéiste : Chloloula

Il s'agit du nom d'artiste de Chloé Germain-Thérien, bédéiste qui nous a prêté son art pour transmettre ici la voix des travailleuses et travailleurs de l'industrie du textile. Elle a un parcours qui oscille entre le cinéma documentaire et les arts graphiques. Détenant une maîtrise en arts visuels et médiatiques (UQAM), elle se consacre maintenant à l'illustration (jeunesse et éditoriale) et à la bande dessinée.

Chloé est passionnée par la vulgarisation graphique, un outil puissant pour expliquer et comprendre le monde. L'environnement et la justice sociale sont des thèmes qui lui sont chers. Originaire de Montréal, elle habite aujourd'hui à la campagne où elle élève une petite fille et apprend le nom des plantes.

Remerciements

Aux membres du comité éducation du CISO :

Dominique Bernier, mouvement ACTES CSQ
Karine Crépeau, FIQ
Chantal Ide, CCMM-CSN
Myriam Zaidi, FTQ

Aux membres de l'équipe du CISO :

Alexandra Fortin
Leïla Mérabet
Amélie Nguyen
Marie Paradis



Ce projet est réalisé grâce à la contribution du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.



La Fondation
Léo-Cormier
POUR L'ÉDUCATION
AUX DROITS ET LIBERTÉS



Québec





CiS  centre international
de solidarité ouvrière

Pour en savoir plus

Visitez le site web : www.ciso.qc.ca

Abonnez-vous au bulletin web.

Visitez notre page Facebook : [@cqcam.ciso](https://www.facebook.com/cqcam.ciso)